

PROJET 21

BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

NIGER

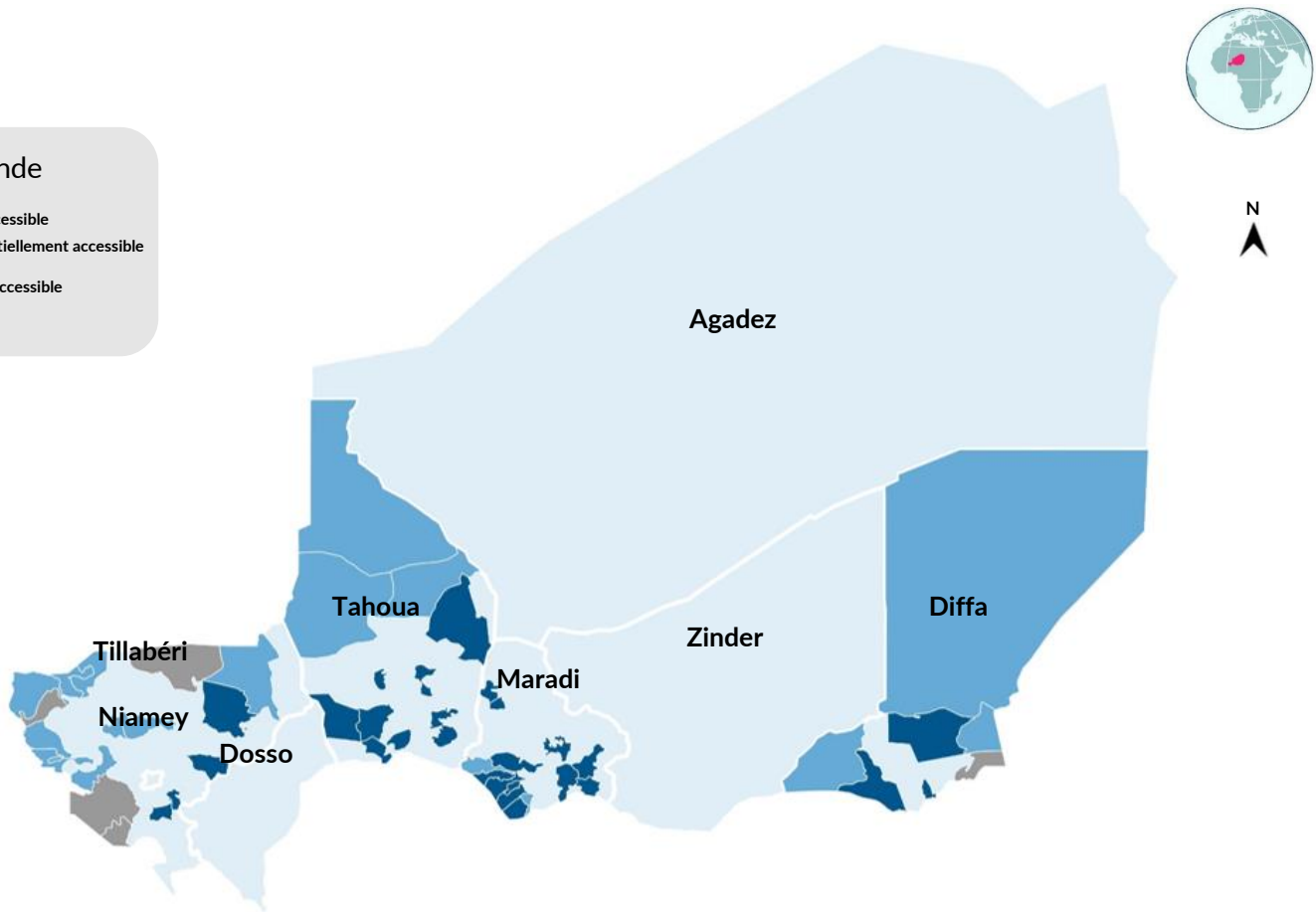
REGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PERIODE : AOUT 2022

ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNEES P21

Legende

- Commune accessible
- Commune partiellement accessible
- Commune Inaccessible



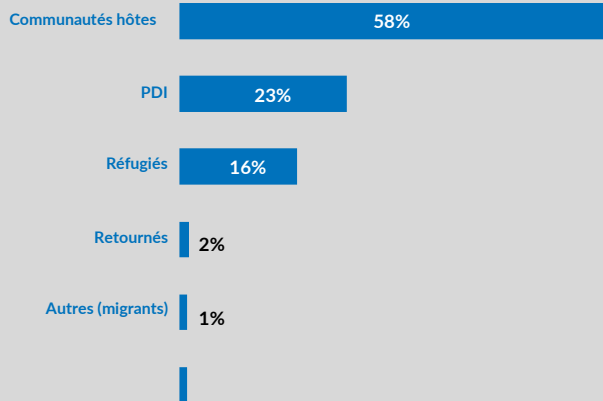
600 Entretiens au total

400 Ménages

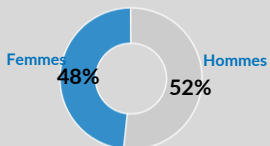
200 Informateurs Clés

CHIFFRES CLES

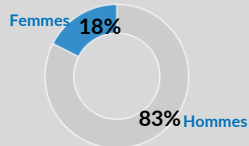
Répondants par statut
Ménages et Informateurs Clés



Ménages



Informateurs Clés



PROJET 21



VUE D'ENSEMBLE DU CONTEXTE DE PROTECTION

Les données du projet 21 collectées depuis le début de l'année 2022 montrent que, l'environnement de protection dans les zones affectées par la crise sécuritaire et humanitaire des régions de Tillabéri, Tahoua, Maradi, Diffa est durablement impacté par des facteurs multiformes (insécurité, mouvements de populations, catastrophes naturelles, etc.).

Il faut noter qu'il existe des disparités d'une région à une autre selon, le niveau de l'activisme des groupes armés non étatiques, les types de mesures administratives instaurées par le gouvernement nigérien, des catégories de populations qui y vivent, etc. Trois principaux facteurs dominent :

- L'activisme des groupes armés non étatiques (GANE) toutes catégories confondues entraînent des opérations militaires de représailles conduites par les autorités, ce qui affecte les populations civiles ;
- Les mouvements multiples de populations civiles y compris le retour des déplacés dans leurs villages d'origines à l'initiative des autorités nigériennes ;
- L'insuffisance des moyens de subsistances et assistances humanitaires y compris les services sociaux de base pour les populations dans les zones affectées dans les quatre régions.



L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

L'analyse des données de protection P21, au mois d'août 2022 révèle globalement que 32% des personnes enquêtées au niveau des quatre régions disent ne pas se sentir en sécurité contre 17% au mois d'avril 2022. Ce pourcentage est particulièrement élevé dans les zones les plus affectées par la crise sécuritaire avec 87% des personnes interviewées qui disent ne pas se sentir en sécurité. Ces données montrent le niveau de progression de la menace sécuritaire avec l'extension des activités des groupes armés non étatique dans les localités non encore affectées de ces régions.

Trois principales tendances et raisons sécuritaires se dégagent au niveau des quatre régions pour expliquer ce sentiment d'insécurité. D'abord, les extorsions de biens appartenant aux membres de la communauté, ensuite les attaques/enlèvements des personnes civiles perpétrées par les groupes armés non étatiques et enfin l'absence des autorités locales dans les zones les plus à risques. Les résultats des entretiens avec les informateurs clés révèlent que la multiplication des extorsions des biens des populations par les GANE privent ces populations de leurs ressources de subsistance et accentuent leurs vulnérabilités et les rendent dépendantes de l'assistance humanitaire.

Aussi, selon les données recoupées avec des sources secondaires, la situation diffère d'une région à une autre. Diffa s'est distinguée avec des assassinats de plusieurs dizaines de personnes (cas des 30 personnes civiles le 27 août 2022, sur le lit du lac Tchad) et des enlèvements des civils suivis des demandes de rançons. Les régions de Tillabéri et Tahoua ont connu des cas d'extorsions de biens, d'ultimatums aux populations de quitter leurs lieux de résidence (Amarssingué, Lemdou commune de Tera-Tillabéri). Interceptions des véhicules de transports en communs et charrettes sur les axes de marchés hebdomadaires suivis d'extorsions de biens des commerçants spécifiquement dans la région de Tahoua.

Enfin, la région de Maradi, en plus des groupes armés non étatiques qui ont multiplié les incursions dans les localités suivis de l'extorsions de bétails, a été marquée par des inondations du fait de la saison hivernale avec des pertes en vies humaines dans les communes de Gabi et Dan Issa.



MOUVEMENTS DE POPULATIONS

Trois types de mouvements de populations se dégagent au niveau des régions : les mouvements **primaires** 40%, **pendulaires** 33% et **retours** dans les zones d'origines 27%.

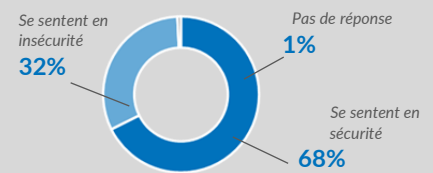
Selon, les données recoupées avec des sources secondaires, ces trois typologies de mouvements de populations sont observées dans chacune des régions ; toutefois la situation a varié au cours de la période, particulièrement dans la région de Diffa, dans les communes de Gueskerou, Kabalewa où des mouvements primaires ont été observés à Kintchandi à la suite des assassinats et enlèvements de personnes civiles sur le lit du lac Tchad.

Pour la région de Tillabéri, des mouvements primaires ont été observés à la suite des ultimatums donnés par les GANE aux populations de quitter leurs lieux de résidence afin de s'en servir comme zones de repli face aux opérations militaires dans les localités des communes de Téra, Bankilare et Tillabéri. Il faut noter aussi des mouvements transfrontaliers des burkinabés vers ces mêmes communes.

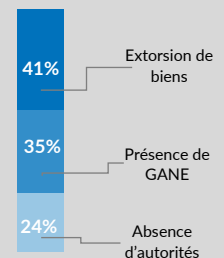
Dans la région de Tahoua des mouvements transfrontaliers sont aussi observés du Mali et du Nigeria vers les localités frontalières des communes de Tillia, Tassara et Bangui, durant la même période.

Il ressort des résultats des entretiens avec les informateurs clés que trois principales raisons sont à l'origine de ces mouvements de populations, notamment les attaques des GANE 84%, les difficultés d'accès aux services sociaux de base, moyens de subsistance et assistances humanitaires 8% et autres raisons 8% (économiques, familiales, etc.).

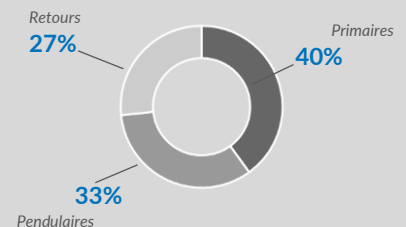
Sentiment de sécurité



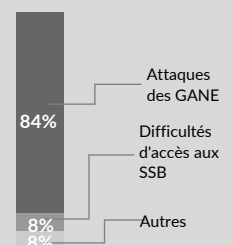
Principales raisons d'insécurité



Typologie de mouvements observés mois d'août



Principales raisons de déplacement



PROJET 21

VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

L'analyse des données de protection P21 au mois d'août 2022, identifie trois risques majeurs de violences basées sur le genre au niveau des régions notamment les agressions physiques et sexuelles ; les violences conjugales ; les mariages d'enfants. Pour ce qui est des agressions physiques elles sont particulièrement commises contre les femmes et filles dans les localités des régions de Diffa et Tillabéri par les éléments de groupes armés non étatiques. Et les résultats des entretiens avec les ménages identifient trois endroits les plus à risque dont 60 % en brousse ; 24% dans les champs et 16% aux points d'eaux.

Les entretiens avec les informateurs clés (45% des personnes interviewées), révèlent qu'il existe une corrélation entre les fermetures des écoles dues à l'insécurité, aux vacances scolaires et l'augmentation des cas de mariages d'enfants dans les zones affectées par la crise au niveau des quatre régions. Pour ce qui est des violences conjugales cela est ressorti également dans les entretiens avec les informateurs clés et la principale cause qui revient est l'absence de moyens de subsistance qui crée des tensions au sein des ménages.

84% de personnes enquêtées disent avoir connaissance des cas de violences basées sur le genre au sein de leurs communautés ; cela varie des pratiques traditionnelles néfastes, les dénis de ressources aux violences physiques, sexuelles et conjugales.

PROTECTION DES ENFANTS

L'analyse globale des données P21 sur la protection des enfants dans les zones affectées par la crise sécuritaire dans les quatre régions au mois d'août 2022 ressort la dégradation continue de la situation sécuritaire qui fragilise jour après jour les conditions de vie des enfants. Dans ce contexte le travail/mariage représentent 40% des faits dont les enfants sont victimes, les difficultés d'accès aux écoles 32% et l'impact des activités des GANE sur les enfants 28%.

Pour ce qui est des activités des GANE, l'impact sur les enfants diffère d'une région à une autres. En effet selon les données triangulées avec des sources secondaires la région de Tillabéri s'est distinguée au mois d'août par des incidents relatifs aux recrutements forcés d'enfants au sein des groupes armés non étatiques.

La fermeture prolongée des écoles due aux activités des GANE, aux mouvements internes de populations ainsi que le dysfonctionnement des mécanismes communautaires de protection constituent autant de facteurs de vulnérabilité pour les enfants, selon les personnes interviewées.

DOCUMENTATION CIVILE

La documentation civile reste une préoccupation majeure pour les populations qui vivent dans les localités affectées par la crise sécuritaire au niveau des régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi. En effet, 27% des personnes enquêtées au cours du mois d'août ne disposent pas de documents individuels. Cette proportion des personnes ne disposant pas de documents d'état civil dans les zones d'accueils des déplacés internes atteint 80%, soit pour des raisons d'absence des services d'état civil, de pertes de documents ou du manque de moyens pour s'en procurer.

75% des personnes interviewées dans les zones les plus à risque sécuritaire reconnaissent l'importance de disposer des documents civils. Les personnes interviewées mentionnent également l'utilité des documents pour la scolarisation des enfants, en particulier les classes d'examen au niveau des établissements des sites d'accueils des déplacés.

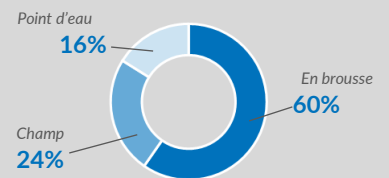
BESOINS SPECIFIQUES ET ACCES AUX SOINS DE SANTE

L'analyse des données P21 sur les besoins spécifiques au niveau des quatre régions au mois d'août, ressort comme principaux besoins spécifiques : 42% personnes âgées incapables de prendre soin d'elles-mêmes, 39% personnes à mobilité réduite, 11% personnes ayant des conditions de santé mentale ou de déficience intellectuelle et 9% des conditions médicales sérieuses.

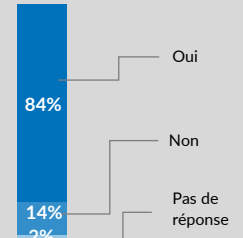
Les résultats des interviews avec les informateurs clés indiquent qu'il existe très peu ou pas de réponses spécifiques qui sont apportées aux personnes âgées incapables de prendre soins d'elles-mêmes et les personnes à mobilité réduite.

Aussi, l'accès aux soins de santé pour les populations et particulièrement les personnes à besoins spécifiques reste un problème majeur dans les zones d'origines et d'accueils des personnes déplacées. Cela du fait de plusieurs contraintes dont les principales sont dues à 53% de manque d'infrastructures de santé, 25% de manque de moyens pour payer les soins, 19% de manque de médicaments appropriés et 3% de manque du personnel médical qualifié.

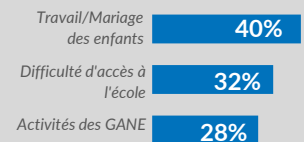
Principaux endroits à risque de VBG



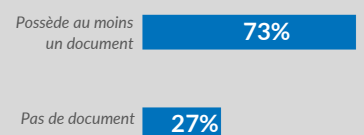
Connaissance de cas de VBG au cours des 30 derniers jours



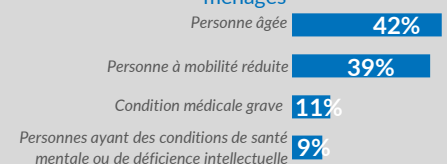
Principaux faits dont les enfants sont victimes



Possession de document individuel



Principaux besoins spécifiques identifiés dans les ménages



Principaux défis d'accès aux soins de santé

